

COMMENT LA SOCIOLOGIE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES PERMET-ELLE DE REPENSER L'ÉQUILIBRE ENTRE STRUCTURES ET ACTIONS ?

[Catherine Delcroix](#), [Elsa Lagier](#), [Albena Tcholakova](#)

Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales | « [Migrations Société](#) »

2016/2 N° 164 | pages 25 à 34

ISSN 0995-7367

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2016-2-page-25.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales.

© Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



COMMENT LA SOCIOLOGIE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES PERMET-ELLE DE REPENSER L'ÉQUILIBRE ENTRE STRUCTURES¹ ET ACTIONS² ?

Catherine DELCROIX *

Elsa LAGIER **

Albena TCHOLAKOVA ***

Les migrations internationales ne sont en rien un phénomène nouveau, mais compte tenu de transformations multiples, elles tendent aujourd'hui à se diversifier et à devenir un objet de recherches pluridisciplinaires ainsi qu'un enjeu politique majeur. La question migratoire est une question sociale révélatrice d'enjeux aussi bien politiques que scientifiques. Dans le contexte actuel, notamment européen où les termes associés aux phénomènes migratoires tendent à rimer avec les termes relevant des discours publics de "crises", de "problèmes à résoudre" et de "situations subies", les chercheurs en sciences sociales et humaines travaillant avec, à partir de, et sur les migrations, se doivent de prendre la parole avec, auprès, mais pas à la place des premiers concernés, les actrices et les acteurs³ des migrations, là où les discours publics tendent à les transformer en sujets sans voix et sans droit à la parole.

La description et la compréhension des phénomènes de migrations internationales requièrent la mobilisation des savoirs accumulés

1. Nous entendons par "structures" toutes les contraintes institutionnelles, politiques, économiques, sociales, etc.

2. Nous entendons par "actions" tous les modes de résistances à ces contraintes.

* Professeure de sociologie à l'Université de Strasbourg, directrice du laboratoire Dynamiques européennes (DynamE, Unité mixte de recherche 7367).

** Sociologue, post-doctorante au Centre population et développement (CEPED, Unité mixte de recherche 196) de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et chercheure associée au laboratoire Dynamiques européennes (DynamE, Unité mixte de recherche 7367), Université de Strasbourg.

*** Sociologue, post-doctorante au sein de l'équipe « Genre travail mobilité » du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (CRESPPA, Unité mixte de recherche 7217), et au département des sciences humaines et sociales de l'École des hautes études en santé publique (EHESP).

3. Le respect des normes éditoriales de la revue nous invite à utiliser le « masculin neutre » dans le texte. Le terme "migrant" (comme le terme "acteur", etc.) doit être entendu comme recouvrant aussi bien le féminin que le masculin dans la suite de l'introduction.

par les diverses sciences sociales et humaines. Cependant, si — pour le dire vite — les migrations ont besoin des sciences sociales et humaines, ces dernières ont encore plus besoin des migrations internationales pour les réveiller de leurs aspirations scientistes et les adapter à la saisie des réalités mouvantes de notre temps.

Nous avons organisé en décembre 2014 un colloque sur ce thème à l'Université de Strasbourg. Il s'intitulait *Comment la sociologie des migrations internationales transforme-t-elle les paradigmes de la sociologie générale* ?⁴. Vingt communications y ont été présentées et discutées par certains des meilleurs spécialistes des migrations internationales de France, de Belgique, d'Allemagne, de Suisse, etc. Six contributions (Marie-Thérèse Têtu-Delage, Olivier Clochard, Yaël Brinbaum et Catherine Delcroix, Claudio Bolzman, Anaïk Pian, et enfin Emmanuel Declercq et Pascale Jamoulle) ont été sélectionnées pour *Migrations Société*⁵ et entièrement retravaillées à cet effet par les auteurs eux-mêmes (sociologues, anthropologues, géographes, psychologues cliniciens) pour composer le présent dossier.

Chacune aborde de façon spécifique la question commune : « comment l'étude des migrations internationales permet-elle de repenser l'équilibre entre structures et actions, entre dominations et résistances ? ». La question ainsi posée renvoie aux tensions qui existent entre d'une part la place et le rôle des déterminants sociaux, des politiques (migratoires, d'asile, etc.), des institutions (étatiques, familiales, etc.) qui conditionnent les pratiques, les représentations et les subjectivités des migrants, et d'autre part les marges de manœuvre, les capacités d'agir des migrants face au poids de ces structures, face à l'expérience de la domination, et l'opportunité de pouvoir mobiliser certaines ressources dans leur parcours biographique, en participant parfois de la sorte à la transformation de certaines institutions. Avant de les présenter brièvement, revenons un instant sur le thème général du colloque ayant impulsé ce dossier.

-
4. Le colloque a eu lieu les 4 et 5 décembre 2014 à la Maison interdisciplinaire des sciences de l'homme en Alsace (MISHA) et a été organisé par le laboratoire Dynamiques européennes (DynamE) de l'Université de Strasbourg, le Réseau thématique 2 « Migrations, altérité et internationalisation » de l'Association française de sociologie (AFS), l'Université franco-allemande (UFA) et le Groupement d'intérêt scientifique (GIS) « Mondes germaniques ».
 5. Les coordinatrices du dossier tiennent à remercier chaleureusement la revue pour l'opportunité de cette publication et pour le travail éditorial engagé, critique et patient de Joselin Dravigny et de Pedro Vianna, des lectrices et lecteurs anonymes des différentes contributions qui ont accepté de les discuter, ainsi que Daniel Bertaux pour son travail d'accompagnement critique et son aide précieuse.

Longtemps réduits à l'invisibilisation académique en Europe, les travaux en sciences sociales et humaines sur les migrations sont enfin sortis de la marginalisation institutionnelle⁶.

Les processus migratoires sont désormais appréhendés comme co-produits par les migrants en tant qu'actrices et acteurs, par leurs réseaux interpersonnels, non seulement sous l'empire de la nécessité, voire de l'urgence, mais aussi comme résultant de projets migratoires élaborés par des acteurs de mieux en mieux informés.

Ces processus sont étudiés à partir d'une pluralité d'approches allant de l'analyse des pratiques sociales, des subjectivités à celle des politiques. Ces dernières sont elles-mêmes saisies à travers différents angles, que ce soit par le biais des politiques dites d'immigration des pays d'installation, plus récemment des politiques d'émigration et notamment des politiques de retour des migrants menées par les pays d'origine ; ou via des questionnements sur le rôle des États dans la gouvernance des migrations, et ainsi, sur les mouvements migratoires. Les manières d'envisager les frontières et leur construction, en Europe comme en dehors, sont également analysées. Elles interrogent les formes d'"exclusion" et d'"inclusion" des migrants dans les sociétés d'installation, reflétant parfois comme dans un jeu de miroirs la production d'anciennes ou de nouvelles inégalités sociales, économiques, politiques dans les sociétés de départ, dans des sociétés de transit, etc. Des questionnements sur les formes d'exclusion, de production de l'altérité, de mise à l'écart, de confinement de l'étranger cohabitent avec des questionnements sur les dynamiques d'appartenance, d'inscription dans des réseaux, la fabrication de migrations inter et transnationales, bousculant les échelles du global, du local, du transnational, du micro, du méso et du macroscopique.

La sociologie des migrations participe donc, de façon essentielle, aux transformations de la sociologie elle-même. La multitude de recherches portant sur les migrations révèle, d'une part, les transformations sociales, économiques, politiques des sociétés contemporaines des "Nord", des "Sud", des "Est" et des "Ouest" ; et d'autre part, la

6. Dans le contexte nord-américain on pouvait lire déjà dans les années 1920 des recherches portant sur les expériences migratoires. On pense ici à l'ouvrage devenu classique de THOMAS, William Isaac ; ZNANIECKI, Florian, *Le Paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant*, Paris : Éd. Nathan, 1998, 446 p. Pour le contexte français il faut attendre 2003 pour qu'une première proposition de synthèse sur la sociologie des études migratoires soit publiée : REA, Andrea ; TRIPIER, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris : Éd. La Découverte, 2003, 123 p.

circulation des approches théoriques, des outils méthodologiques et épistémologiques travaillés par des chercheurs venant de différentes disciplines. Elle participe également de la déconstruction de stéréotypes liés à la figure du migrant. Migration, immigration, émigration, transnationalisme, globalisation, mondialisation, féminisation, politisation, ethnostratification, champ migratoire, mobilité, diaspora, territoires circulatoires, espaces migratoires, chaînes migratoires, expériences migratoires, parcours biographiques, etc., représentent quelques-uns des phénomènes et des concepts mobilisés pour en rendre compte, car avec ces populations en mouvement, tout bouge. Les canaux de circulation de marchandises et de services se multiplient, les marchés du travail se segmentent, se précarisent, s'ethnostratifient, les droits sociaux et juridiques s'effritent en rendant plus visible l'apparition de nouvelles formes de précarisation et d'inégalité. Les réseaux familiaux s'étendent au-delà des frontières, ouvrant les champs des possibles, notamment des systèmes et langues d'enseignement pour les générations montantes. Des croyances religieuses, s'appuyant sur les moyens de communication (notamment Internet) gagnent des espaces nouveaux, se transforment et mutent ; de nouvelles religiosités apparaissent et se diffusent localement, entrant en concurrence avec les croyances établies et opérant des conversions, voire des radicalisations nouvelles.

De même, la création d'espaces transnationaux par les migrants favorise des circulations diverses qui changent les pratiques sociales, les organisations familiales, la manière de se situer dans la Cité, tout en produisant de nouveaux territoires et frontières. Au sein de ces nouveaux espaces sociaux, se complexifient considérablement les significations, définitions et usages de bien des concepts de la sociologie générale, tels que statut social, mobilité sociale, appartenance(s), identité(s), tout autant que la dynamique des rapports sociaux de classe, de genre, d'ethnicité/de "race". Le parti pris du colloque de décembre 2014 (et des contributions de ce présent dossier) a été de soulever deux types d'interrogations. Le premier pourrait être synthétisé sous la forme suivante : comment l'étude des migrations permet-elle de mieux interroger et rendre compte du caractère mouvant de la réalité sociale ? Le second pourrait quant à lui être formulé ainsi : comment l'étude des parcours migratoires, qui sont souvent entravés et difficiles, qui se heurtent aux frontières (y compris aux nouvelles frontières géographiques et physiques), aux politiques, aux institutions, aux pratiques discriminatoires, à certaines formes de colonialité du pouvoir et aux dominations multiformes,

donne-t-elle l'occasion de mieux comprendre ce qui peut faire bouger les constructions sociales solidifiées ? Les contributions au présent dossier peuvent ainsi être lues comme une invitation à observer et à analyser les constructions sociales, l'expérience des structures sociales et des résistances qui se logent dans les interstices, dans le microscopique, et qui peuvent, parfois, avoir des expressions et des retentissements à des échelles plus larges.

Du point de vue méthodologique, il n'est pas sans intérêt de noter que les auteurs, qui traitent de migrants en transit ou installés en France ou en Europe avec leur descendance, partent d'observations qu'ils ont faites au cours d'un travail de terrain prolongé⁷. Il s'agit là d'une méthode d'observation qui vient de la tradition *ethnographique*. Pour travailler sur les questions de migrations avec les personnes concernées qui vivent des situations de danger (clandestinité, violence, prison, etc.) et de discrédit, il y a nécessité d'un rapprochement et de la construction d'un rapport de confiance⁸ qui passe souvent par l'informalité. Les voir vivre dans le contexte de leur vie quotidienne, dans les interactions avec leurs proches et aussi avec celles et ceux que George Herbert Mead désigne par « *Significant Others* »⁹ permet de saisir l'action en mouvement.

S'immerger dans un terrain de façon prolongée est manifestement la bonne approche, car c'est bien la présence, longue et répétée, qui permet de se laisser imprégner en quelque sorte par un "lieu" et un "milieu" en tension, relativement éphémère et changeant ; un lieu particulier où se rencontrent des migrants¹⁰, donc des hommes et des femmes en mouvement, et des contraintes matérielles, mais aussi et surtout juridiques et/ou policières qui les empêchent d'aller là où ils projettent d'aller. Leurs situations les amènent à participer à plusieurs espaces transnationaux, à lutter individuellement ou collectivement pour être reconnus et trouver une place en bousculant les échelles du global, du local, du transnational.

7. DELCROIX, Catherine, "S'engager dans la durée. De la relation d'enquête aux effets de la publication", in : PAYET, Jean-Paul ; GIULIANI, Frédérique ; LAFORGUE, Denis (sous la direction de), *La relation d'enquête au défi des acteurs faibles*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2010, 256 p., pp. 131-142.

8. WATIER, Patrick, *L'éloge de la confiance*, Paris : Éd. Belin, 2008, 158 p.

9. MEAD, George Herbert, *L'esprit, le soi et la société*, Paris : Presses universitaires de France, 2006 (1^{ère} éd. 1934), 448 p.

10. SANCHEZ-MAZAS, Margarita ; MAGGI, Jenny ; ROCA I ESCODA, Marta, "En quête de la voix des sans-droits. Le cas des exclus du droit d'asile", in : PAYET, Jean-Paul ; GIULIANI, Frédérique ; LAFORGUE, Denis (sous la direction de), *La relation d'enquête au défi des acteurs faibles*, op. cit., pp. 143-160.

Ces phénomènes sont le plus souvent des phénomènes émergents, n'ayant pas encore pris leur forme routinière. Dans la très grande majorité des cas, ce sont des phénomènes actifs, dynamiques, en tension : on ne saurait aucunement les ramener, les réduire aux causes "structurelles" qui les auraient engendrées, comme on sait le faire en sociologie des pratiques routinières, ou des actions entièrement orientées par les intérêts matériels des acteurs et leur calcul rationnel. Non : ces phénomènes émergents sont saturés d'initiatives, d'innovations, de créativité et d'énergies vives de la part de ceux qui les font exister ; même s'il s'agit d'initiatives hasardeuses, d'innovations pour échapper à de fortes contraintes, d'une créativité stimulée par la menace de dangers très proches, d'énergies du désespoir.

Pour les appréhender, les auteurs du dossier sont sortis du *nationalisme méthodologique*¹¹. Cet implicite fondamental de la sociologie a été dénoncé il y a vingt ans par le sociologue allemand Ulrich Beck, qui voyait les sociologues enfermés dans une approche ethnocentrée. La critique visait juste ; cependant, elle change difficilement les pratiques et l'esprit de la sociologie générale qui lui sont sous-jacents. À quoi pourrait ressembler le nouveau paradigme, ce *cosmopolitisme méthodologique* qu'Ulrich Beck appelait de ses vœux ? L'étude des migrations internationales facilite son avènement¹².

La sociologie peut-elle transcender ses limites constitutives (son cadre de pensée limité à la forme État-nation, pour aller vite) pour prendre pleinement en compte des phénomènes qui sont internationaux et de plus en plus *transnationaux* ? Il lui faudra encore beaucoup travailler sur elle-même pour y parvenir. Quoi de plus fondamental par exemple que les notions de temps, d'espace, et leurs échelles ou ordres de grandeur ? La *dimension temporelle* est constitutive de la migration : le temps de préparation au départ ; les temps d'attente, qui s'allongent à mesure que les frontières se dressent sous la forme de murs et de barbelés ; le temps d'adaptation surtout au "modèle culturel" et aux règles non écrites de la société d'accueil et de la force de ses préjugés. Ce ne sont pas des temporalités linéaires, ce sont des *durées* à épaisseur humaine. Or, la prise en compte des *temporalités* biographiques et sociales, rendue nécessaire dans

11. BECK, Ulrich, "The Cosmopolitan Society and its Enemies", *Theory, Culture and Society*, vol 19, n° 1-2, avril 2002, pp. 17-44.

12. TCHOLAKOVA, Albena, "Rendre compte du sensible sur les terrains comparés", in : Roulleau-Berger Laurence (sous la direction de), *Sociologies et cosmopolitisme méthodologique*, Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2012, 183 p., pp. 57-75.

l'étude des migrations internationales, est tout aussi indispensable pour la sociologie, quel que soit le sujet étudié.

On verra dans ce dossier que des enquêtes socio-anthropologiques n'excluent nullement la combinaison avec des enquêtes statistiques. Un des articles (Yaël Brinbaum et Catherine Delcroix) montre ainsi la convergence des données recueillies par des voies différentes.

Présentation du dossier

Le dossier s'organise en trois parties, au sein desquelles les contributions sont réunies à partir des thèmes et/ou des approches communes qu'elles développent. Chaque partie, et chaque article, propose des éléments de réflexion qui éclairent et illustrent la façon dont les parcours et les pratiques des migrants sont marqués par des contraintes très fortes, qu'il s'agit pour eux de chercher à contrecarrer et à dépasser. Occupant des positions sociales souvent défavorisées, et faisant l'expérience de différentes formes de précarité liées à la mobilité (précarité matérielle, juridique, relationnelle, etc.), ceux-ci développent des pratiques, des stratégies et des ressources plus ou moins visibles, souvent originales, qui invitent à repenser l'opposition classique entre structures et actions. Plus largement, chaque contribution invite, à partir de différents sujets, à réinterroger certains concepts et certains mécanismes sociaux "classiques", qui ne sont pas propres au champ des migrations internationales. L'étude des migrations apparaît ainsi offrir une occasion de repenser, par exemple, la question des ressources mobilisables en mobilité, le concept de frontière, celui de mobilité sociale ou encore les situations de précarité. Les recherches menées auprès d'une population spécifique, celle des migrants et de leur famille, conduisent alors à des résultats qui dépassent ce champ et qui intéressent tous ceux qui sont attentifs à la façon dont les individus font société.

• Accès aux droits, dominations et résistances

La première partie du dossier regroupe deux contributions qui portent sur des migrants en situation dite irrégulière dans deux contextes sociétaux différents (en France et à Chypre) : irrégularité de séjour dans un cas, enfermement dans des centres de rétention administrative dans l'autre. Elles interrogent la façon dont, vivant cette situation comme "injuste", ces migrants parviennent à se mobiliser pour s'y adapter, la faire évoluer et, ce faisant, changer de statut.

Marie-Thérèse Têtu-Delage étudie ainsi les contenus de dossiers constitués par une avocate ayant défendu et plaidé le droit au séjour pour ses clients ; elle est en particulier attentive aux usages stratégiques et alternatifs du droit dont ils portent la marque. Son article souligne notamment l'importance des ressources non juridiques qui sont utilisées pour mobiliser le droit et qui, de ce fait, le font évoluer et participent à la construction de nouvelles catégories juridiques. L'une de ces ressources tient dans l'importance des relations sociales sur lesquelles les migrants peuvent s'appuyer pour obtenir des soutiens et, surtout, pour attester de la légitimité de leur présence et de leur demande de régularisation.

De son côté, Olivier Clochard s'intéresse aux mobilisations de migrants en détention dans des centres de rétention administrative à Chypre. Leurs résistances vont des grèves de la faim individuelles à des révoltes collectives, en passant par des actions plus quotidiennes et discrètes, presque invisibles (aménagement de la cellule, introduction d'objets extérieurs, etc.). Bien que de nature et d'ampleur très différentes, tous ces actes sont interprétés comme autant de façons de résister à l'enfermement ; qu'il s'agisse de se mobiliser pour obtenir une reconnaissance de leurs droits ou, plus largement, la reconnaissance de leur dignité.

Les auteurs de ces articles, l'une parlant de la construction de nouveaux droits et l'autre d'accès aux droits, nous invitent tous deux à interroger la frontière, souvent floue, entre le légal et l'illégal, et à repenser la citoyenneté en dehors du seul cadre juridique de l'État-nation.

• Jeunesses, précarités et mobilité sociale

La deuxième partie du dossier comporte deux articles centrés sur les fortes aspirations à l'ascension sociale de migrants pour eux-mêmes ou leurs descendants, aspirations qui contrastent avec les faibles ressources dont ils disposent pour les réaliser et souvent avec la précarité juridique de leur situation.

Yaël Brinbaum et Catherine Delcroix ont toutes deux étudié les façons dont les immigrés venus du Maghreb pour travailler et s'établir en France œuvrent à la réussite scolaire de leurs enfants. Mais l'une l'a fait au moyen d'enquêtes statistiques et d'analyses de données quantitatives, tandis que l'autre a multiplié les terrains d'observation dans plusieurs villes françaises. Or, leurs résultats convergent, puisqu'il

apparaît que ces familles compensent la faiblesse de leurs ressources objectives par une variété de formes de mobilisation : rôle actif des frères et sœurs aînés dans le soutien scolaire, stratégies de construction de relations sociales *aidantes*, etc. L'une de ces formes consiste en la transmission de *ressources subjectives* à la faveur du récit que les parents peuvent faire de leur histoire familiale à leurs enfants. Ce récit, s'il est reçu et perçu comme valorisant, est un support de reconnaissance sociale et peut aider les descendants d'immigrés à trouver leur place dans la société et à y « réussir ».

C'est également aux étudiants que s'intéresse Claudio Bolzman. À partir de l'étude des parcours de certains étudiants africains et latino-américains en Suisse, il montre le poids conséquent de la précarité juridique qui limite leurs possibilités de « réussite ». En effet, la légitimité de la situation de ces étudiants est liée à leur statut. Le changement de statut étudiant en statut salarié (par exemple) semble très compliqué. Cette conditionnalité et cette révocabilité du statut se retrouvent dans une certaine mesure chez les bénéficiaires des politiques sociales dites "d'activation" dans la mesure où ils sont, eux aussi, cantonnés à un espace social et un statut précis, du fait de leur précarité et de l'aide qu'ils reçoivent en conséquence. L'auteur propose ainsi de s'appuyer sur l'étude des migrations pour analyser certains processus de précarisation et les formes possibles de résistance.

L'un des apports de ces deux contributions, et l'un de leurs points communs, est de souligner le fait que la migration et, d'une manière générale, la mobilité, peuvent être des ressources face à la précarité des statuts et des conditions matérielles de vie. Dans le premier cas, le récit qui en est fait offre un support symbolique de réassurance et d'inscription dans des collectifs sociaux. Dans le second, ce sont les réseaux et les ancrages transnationaux qui permettent le développement de *pratiques circulatoires* afin de résister à la précarité juridique attachée à la condition d'étranger dans un pays donné.

• **Parcours migratoires et bifurcations familiales**

La troisième partie de ce dossier réunit deux articles qui montrent, au travers d'études de cas, les conséquences à long terme — sur les individus et leurs familles — de parcours migratoires qui se déroulent hors des cadres légaux et qui se construisent sans possibilité de retour. Bien plus qu'un événement, la migration est ici un parcours, elle redessine drastiquement et durablement les liens sociaux et familiaux de celles et ceux qui doivent se reconstruire dans la mobilité.

La contribution d'Emmanuel Declercq et de Pascale Jamoulle associe les apports de l'anthropologie et de la psychologie clinique pour interroger les effets des trajectoires d'exil et des « vécus extrêmes » qui les précèdent, les accompagnent ou les suivent sur les configurations familiales et les subjectivités de ceux qui en font l'expérience. Les auteurs soulignent et illustrent les difficultés à « faire famille » en situation de clandestinité ; ils s'interrogent sur les conséquences possibles de ces « systèmes familiaux » abîmés sur les enfants qui en héritent.

Anaïk Pian, quant à elle, étudie les recompositions sociales qui découlent des « mobilités bloquées en cours de route ». À partir de l'étude de cas d'un Sénégalais suivi dans la longue durée, elle montre comment le vécu prolongé de la situation liminaire de la frontière a des effets considérables sur les parcours de vie et les projets des migrants. Les frontières sont multiples et mouvantes, c'est alors le concept même de frontière qui est réinterrogé à la lumière de ces effets sur les parcours biographiques et les liens familiaux.

Si la mobilité, indissociable de la migration, peut être conçue comme un projet porteur d'espoirs et offrir effectivement des ressources, ou constituer en elle-même une ressource, elle est également un choix lourd de conséquences, qui peut affecter à long terme les liens sociaux et familiaux des acteurs qui la vivent. Dans les deux dernières contributions présentées ici, la majorité des difficultés vécues tient aux contraintes institutionnelles qui façonnent les parcours. Ces contraintes ont des effets non seulement matériels et concrets, mais aussi symboliques et émotionnels ; elles affectent les subjectivités des migrants.

